

L'Italie, premier pays à risque financier et bancaire de la zone euro

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 21 novembre 2017

source[Boulevard Voltaire]Les ratios financiers d'un trop grand nombre de banques moyennes italiennes sont préoccupants.

Les ratios financiers d'un trop grand nombre de banques moyennes italiennes sont préoccupants. Le gouvernement italien doit 432 milliards de fonds « Target 2 » à la BCE. La dette publique représente 132 % du PIB italien. La Lombardie et la Vénétie demandent une plus grande autonomie financière et l'instabilité politique approche en Italie avec le succès du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo.

La plus ancienne banque du monde, la banque Monte dei Paschi di Siena, n'est toujours pas sortie d'affaire et vit peut-être ses derniers jours alors que le gouvernement italien a déjà injecté 3,85 milliards d'euros pour la maintenir en vie et a engagé 1,5 milliard supplémentaire pour protéger l'un des porteurs de dette junior de la banque. Et tout cela dans le contexte d'un plan de sauvetage de la banque avec le licenciement de 5.500 personnes, la fermeture de 600 agences d'ici 2021, le transfert d'actifs non stratégiques et de prêts non performants hors de la banque toscane pour la modique somme de 28,6 milliards d'euros.

L'Association des banques italiennes confirme que les banques recapitalisées à hauteur de 60 milliards d'euros ces dernières années peinent à renforcer leurs fonds propres. Toutes les raisons ci-dessus mentionnées et le sauvetage des deux plus grandes banques de Vénétie, Banca Popolare di Vicenza et Veneto Banca, font craindre la disparition, au minimum, d'une dizaine d'établissements dans la tourmente italienne, l'État italien accordant parfois des prêts garantis mais ne voulant surtout pas entrer au capital beaucoup trop risqué des banques.

Il n'y a pas que les entreprises et les investisseurs qui perdent confiance dans le système bancaire italien. C'est également le cas des particuliers. Seulement 16 % des Italiens font confiance à leur banque, selon un sondage réalisé par le groupe SWG de Trieste.

Fin octobre 2017, le gouvernement italien, suite à la très généreuse politique de rachat de titres par la BCE, a été encore capable d'émettre 2,5 milliards d'obligations sur dix ans au taux miraculeux de 1,86 %, mais quel taux l'Italie devra-t-elle bientôt accepter à partir de 2018, en raison de l'atteinte des quotas maxima italiens dans les livres de la BCE et du changement de politique de l'institution francfortoise ?

Quant à l'Union bancaire de l'Union européenne, on en parle beaucoup, mais elle n'est pas du tout achevée et n'a pas les moyens financiers suffisants pour assurer un véritable filet de sécurité en cas de crise grave dans un pays important. Le PIB de l'Italie (1.850 milliards d'euros) n'est pas très éloigné de celui de la France et représente neuf fois celui de la Grèce (194 milliards d'euros).

Sur le plan politique, la situation risque de devenir rapidement très instable. Le Partito Democratico de Matteo Renzi, avec seulement 24 % des voix, est en train de s'écrouler face à la montée des partis populistes, nationalistes, souverainistes, antilibéraux de gauche. Le Mouvement 5 étoiles, de Beppe Grillo, dépasse le PD de 5 % des voix avec un score probable de 29 % et exige un référendum sur l'appartenance à l'euro si l'Allemagne refuse la mutualisation des dettes. Forza Italia, de Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord de Matteo Salvini, soit ensemble 15 % des votes, estiment que l'euro est surévalué pour l'économie italienne et demandent l'instauration de l'euro monnaie commune qui permettrait la dévaluation de la

monnaie nationale, en lieu et place de l'euro monnaie unique. Ces trois blocs politiques au Parlement italien seront incapables de constituer une majorité stable, encore moins que la coalition Jamaïque de madame Merkel, qui a du plomb dans l'aile.

Il apparaît que le système financier et la zone euro godillent dans le monde avec de très fragiles esquifs entre de trop nombreux récifs. Il serait surprenant qu'une voie d'eau n'apparaisse pas un jour quelque part pour l'un d'entre eux. Malheureusement, toutes ces fragiles embarcations sont interconnectées. En 1929, la faillite du Kreditanstalt à Vienne donna le signal d'un effondrement bancaire en chaîne dans le monde. En 2018 ou dans un très proche avenir, suite aux premiers effets du ralentissement de l'assouplissement quantitatif de la BCE, le signal de déclenchement d'un krach bancaire et financier mondial pourrait bien être donné par une banque italienne.